

Faut-il avoir peur du bras de fer sur le gaz russe ?



Alors que Vladimir Poutine a menacé de couper les robinets si on ne le payait pas en roubles, quel impact cela pourrait-il avoir pour nos économies ?

Avec Loïk Le Floch-Prigent

Dans cette drôle de guerre qui s'est installée en Ukraine depuis quelques semaines il est difficile de conserver un peu de lucidité car les sujets abondent, les images aussi et les manipulations qui sont toujours essentielles lors des conflits sont démultipliées par la présence des nouvelles technologies de l'information.

Les nouvelles du jour portent sur le gaz, la nécessité pour l'avenir de le payer en roubles et la menace correspondante de couper la fourniture par la Russie de produits pétroliers et gaziers.

Il y a plusieurs manières d'entendre ces déclarations du Chef d'Etat qui a envahi l'Ukraine.

La première est d'interpréter cette communication péremptoire comme la manifestation d'une volonté de rapport de forces, dans le sens : « vous avez beau vous agiter et parler de sanctions, en fait c'est moi qui suis en position de vous faire plier car vous avez besoin de mes produits pour fonctionner, c'est moi le chef ». Effectivement la réponse immédiate a été : « nous n'acceptons pas votre demande » de la part des Allemands et des Français. En fait le marché a anticipé cette demande, le rouble est remonté et cette exigence de payer en monnaie russe est une question de prestige, d'ego, mais finalement n'a pas d'importance économique ou financière ! Mais la guerre c'est aussi se faire respecter et s'aplatir devant une menace peut être une manifestation de soumission préjudiciable pour une issue favorable du conflit.

La menace de couper l'approvisionnement pourrait passer pour plus sérieuse, mais elle se heurte à deux écueils, celui de la saison, trop tardive, et celui de la réciprocité, l'envahisseur a besoin d'argent pour poursuivre son combat. Autrement dit si l'on avait voulu que la menace soit efficace, le mois d'Avril est mal choisi car aujourd'hui le gaz des gazoducs russes est d'importance moins critique, la logistique du pétrole, du gaz naturel liquéfié et du charbon s'est réadapté à la guerre, tandis que le relatif enlèvement de l'armée des attaquants a besoin de plus encore de financement. Si la menace est sérieuse elle correspond à une double erreur de timing, si c'est un bluff et une volonté de marquer un rapport de forces, elle peut séduire le peuple russe et paniquer une partie de l'opinion européenne. Dans ce jeu cruel où dix millions de personnes sont déplacées, où près de cinq millions ont déjà quitté leur pays, le sentiment que l'on est peut-être en train de jouer seulement une guerre de communication et de satisfaction des egos paraît inconcevable mais pourtant !

En tous les cas pour les européens ce conflit et ces péripéties sur l'énergie et les monnaies devraient leur permettre de réfléchir aux mauvaises informations techniques qu'ils accumulent depuis des années et qui ont conduit à de mauvais réflexes aussi bien de la part des populations que de leurs dirigeants.

Il existe un marché mondial de l'énergie parce que les sources sont nombreuses mais l'essentiel depuis l'ère industrielle ce sont les énergies fossiles, charbon, pétrole et gaz qui concentrent 80% de la production. Endormis par le prix d'extraction attractif du pétrole, le monde s'est réveillé avec les chocs pétroliers de 1973 qui ont pesé à la fois sur la disponibilité et sur le prix. Depuis l'exploration des fossiles a gagné le monde entier, ainsi que la production et la recherche d'alternatives qui a été multipliée. Les projets pharaoniques de barrages hydro-électriques ont vu le jour, les centrales nucléaires ont été construites dans beaucoup de pays et les énergies intermittentes, éolienne et solaire ont été expérimentées et développées. Le charbon et le pétrole sont mondialisés sans trop de difficultés grâce aux flottes de bateaux mondiaux, et le pétrole, comme les produits pétroliers peut être acheminé par oléoduc jusqu'à la mer ou depuis la mer. Mais le gaz est un produit plus géographique jusqu'à ce que l'on pense à le liquéfier, le transporter par mer avec des navires spécialisés, les méthaniers, puis à le regazéifier pour l'envoyer de nouveau par gazoducs à travers les pays de consommation. Les énergies intermittentes sont, en principe, mondialisées, sauf que les fabrications des matériels ont été vite confisquées par les pays à bas coûts de main d'œuvre, essentiellement les chinois ce qui en ont fait des énergies « dépendantes ». Enfin le nucléaire a connu un tassement mondial, non à cause de son alimentation en uranium

largement répandu dans tous les continents, mais à cause des mouvements antinucléaires animés par les peurs.

On voit donc que chaque pays peut jouer d'une palette de sources et de mix énergétique et décider d'utiliser au mieux ses ressources et d'optimiser le couple indépendance / prix au mieux de ses intérêts avec deux impératifs, celui que l'énergie électrique ne se stocke pas (ou très mal) et que le jeu énergétique est un jeu à long terme où les changements stratégiques ne peuvent être effectués qu'à dix ou vingt ans.

La situation créée par la dépendance trop importante d'une partie de l'Europe, essentiellement l'Allemagne et l'Autriche, au gaz russe est donc une conséquence d'une erreur stratégique majeure que les événements de 1973 auraient dû éviter. C'est à partir de cette dépendance que le jeu de la Russie angoisse actuellement les dirigeants européens mais il ne faut pas négliger les marges de manœuvre et ne pas se tromper de tempo.

Le gaz arrive aussi par gazoduc de Norvège, pas assez pour satisfaire les besoins, mais on peut encore discuter avec nos voisins qui ont encore des réserves non exploitées. Les terminaux gaziers qui peuvent accepter le GNL du monde entier, existent en France, en Italie et en Espagne, les stockages souterrains pour y mettre du gaz sont présents dans la plupart des pays européens et on peut aussi calculer l'augmentation de leur nombre et de leurs capacités. La coupure de l'approvisionnement russe, menace qui peut paniquer les populations, ne veut pas dire pénurie immédiate, mais risque pour l'hiver prochain. Il faut donc faire des prévisions et imaginer les alternatives d'avenir. Pour nos pays consommateurs le problème actuel n'est pas les restrictions pour les consommateurs individuels, ni le prix qui est déjà très haut, mais le fonctionnement des industries et la spéculation des fournisseurs qui ont tendance à augmenter les prix pour leurs clients ! C'est ce contrôle de disponibilités pour les industriels sans risque d'une inflation galopante que les gouvernements européens doit établir. Le chantage c'est de la communication, la réalité ce sont les produits industriels dont la fabrication nécessite la consommation de gaz, il faut donc tenir ces prix à l'échelle de l'Union !

Pour les autres produits, pétrole, et charbon, le marché va fonctionner et d'ici l'hiver, seuls les prix seront en cause, pas les quantités.

Il reste à s'assurer que toutes les centrales nucléaires en état de fonctionner seront disponibles à l'automne, que l'on ne multipliera pas les énergies intermittentes qui sont consommatrices de gaz quand elles sont arrêtées (pas de vent ni de soleil) en hiver, et la menace sera oubliée ! Simplement on peut espérer que les pays européens ne recommenceront pas à rejeter le principe simple qui permet de résister aux tempêtes énergétiques : la disposition d'une énergie abondante et bon marché grâce à un mix énergétique flexible et à la multiplication géographique des sources.